



**MIRUS
BRIDGE**
LegalAdvisory

VEILLE STRATÉGIQUE

« L'alliance du droit et de la stratégie. »

ÉDITION HEBDOMADAIRE

SEMAINE DU 28 SEPTEMBRE AU 4 OCTOBRE 2026

DOUALA · CAMEROUN



À LA UNE

L'essentiel de la semaine.

01

Le FMI alerte sur les fragilités budgétaires du Cameroun

Le FMI relève une croissance de 3,5 % en 2025 mais souligne un risque élevé de surendettement. De son côté, la BEAC maintient son taux directeur à 4,5 % et ramène la prévision de croissance de la CEMAC pour 2026 de 3,2 % à 3 %.

02

Nouveaux financements pour les corridors et les routes du Cameroun

Deux décrets du 2 octobre autorisent la signature d'un crédit de 347,5 millions d'euros avec la BIRD pour le corridor Douala-Bangui, ainsi que d'un accord avec la BID pour la route Douala-Bafoussam.

03

Près de 1 000 milliards FCFA de dépôts publics à centraliser

Le Gouvernement réexamine les dépôts des administrations dans les banques commerciales afin de transférer les ressources disponibles vers le Compte unique du Trésor. La mise en œuvre sera progressive.

AGENDA & OPPORTUNITÉS

Les rendez-vous à retenir.

17 octobre

Convention extraordinaire du MRC

Yaoundé. Le récépissé a été délivré le 28 septembre, mais la décision est contestée.

25 – 31 octobre

Journées économiques de l'amitié Afrique - Russie

Moscou. Le forum doit réunir des porteurs de projets africains et des investisseurs russes autour du transport public, de la logistique, des infrastructures, des technologies et des industries culturelles. Des préparatifs ont été lancés au Cameroun pour mobiliser les porteurs de projets intéressés.



DANS CE NUMÉRO

Une veille en cinq piliers.

Cette veille est organisée selon les cinq domaines d'expertise de MirusBridge. Elle relie chaque actualité à l'enjeu juridique et stratégique qu'elle soulève pour votre activité.

-
- | | | |
|----|--|---------------|
| 01 | Corporate & Droit des sociétés
DROIT DES AFFAIRES
<i>Cette rubrique suit les investissements, les cessions de participations, les opérations de croissance et le droit OHADA.</i> | 4 ACTUALITÉS |
| 02 | Contrats & Négociations
DROIT DES OBLIGATIONS
<i>Cette rubrique suit les marchés publics, les contrats de financement et l'exécution des engagements contractuels.</i> | 4 ACTUALITÉS |
| 03 | Finance & Investissements
DROIT FINANCIER
<i>Cette rubrique suit la politique monétaire, les finances publiques, les marchés de capitaux, l'énergie et les projets financés.</i> | 9 ACTUALITÉS |
| 04 | Gouvernance & Conformité
CONSEIL & CONFORMITÉ
<i>Cette rubrique suit les institutions, les libertés publiques, la régulation sectorielle, la RSE, le climat et les risques.</i> | 12 ACTUALITÉS |
| 05 | Innovation & Numérique
DROIT DU NUMÉRIQUE
<i>Cette rubrique suit la régulation numérique, l'intelligence artificielle, la cybersécurité, les données et l'innovation.</i> | 7 ACTUALITÉS |
| 06 | Tour d'horizon
AU-DELÀ DES CINQ PILIERS
<i>Les autres signaux de la semaine : santé, emploi, agriculture et culture.</i> | 6 SIGNAUX |
-



01

PILIER 01 / 05 · DROIT DES AFFAIRES

Cette rubrique suit les investissements, les cessions de participations, les opérations de croissance et le droit OHADA.

Pétrole offshore : Tower Resources autorisée à céder 42,5 % du permis Thali à Prime Global Energies

Prime doit consacrer 15 millions de dollars (environ 8,65 milliards FCFA) au programme de travaux, notamment au forage du puits d'évaluation **NJOM-3**. Tower conserve la conduite des opérations. La procédure administrative doit encore être finalisée par les autorités camerounaises.

OHADA : l'ERSUMA réunit les acteurs du droit des affaires autour du financement de marché des entreprises africaines

La cinquième conférence internationale de l'ERSUMA, organisée le 1er octobre avec notamment la BRVM et l'Université de Buea, a examiné les mécanismes juridiques et financiers qui permettent aux entreprises africaines d'accéder davantage aux marchés de capitaux. Les échanges ont porté sur la réglementation financière, la gouvernance et le droit des affaires. Par ailleurs, le Secrétaire permanent de l'OHADA a échangé avec les responsables centrafricains de la justice et des finances sur le suivi de l'application du droit des affaires.

Le Cameroun invite ses entreprises à saisir un programme américain de 500 millions de dollars sur les minerais critiques

Le Gouvernement a encouragé les entreprises nationales à explorer le **U.S.-Africa Strategic Investment Program**, doté de 500 millions de dollars et orienté vers les minerais critiques. Plusieurs projets camerounais ont été présentés dans les domaines minier, énergétique, industriel, technologique, forestier et logistique. Certains représentent plusieurs centaines de millions de dollars, notamment dans le rutile et dans le projet cobalt-nickel-manganèse de Nkamouna.

Un second Business Forum Cameroun-Indonésie prévu à Yaoundé

Cette rencontre doit permettre aux entreprises camerounaises, indonésiennes et, plus largement, aux opérateurs de la CEMAC d'explorer des partenariats dans l'**agriculture, l'industrie manufacturière, le transport et le développement industriel**. Le forum accompagne la participation du Cameroun au Trade Expo Indonesia 2026 et constitue un instrument de diversification des partenaires économiques et des sources d'investissement.

POINT D'ATTENTION MIRUSBRIDGE

Les cessions de participations dans le secteur pétrolier et l'ouverture aux investisseurs étrangers rappellent l'importance d'une structuration rigoureuse. Les autorisations administratives préalables et les due diligences demeurent déterminantes pour sécuriser chaque étape.



02

PILIER 02 / 05 · DROIT DES OBLIGATIONS

Cette rubrique suit les marchés publics, les contrats de financement et l'exécution des engagements contractuels.

Corridor Douala–Bangui et route Douala–Bafoussam : les décrets du 2 octobre autorisent de nouveaux financements

Le décret n° 2026/321 autorise la signature d'un accord de crédit de **347,5 millions d'euros** avec la BIRD pour le corridor économique Douala–Bangui. Le décret n° 2026/320 autorise, quant à lui, un accord de vente à tempérament avec la **Banque islamique de développement** pour la réhabilitation de la route Douala–Bafoussam. Ces opérations complètent l'effort d'investissement dans les infrastructures de transport et d'intégration régionale.

Nouveaux marchés publics : l'ARMP et la SONARA publient de nouvelles opérations

L'**ARMP** a publié un appel d'offres de 40 millions FCFA pour la construction d'une case communautaire à Yngui, ainsi qu'un marché de 45 millions FCFA pour la réhabilitation de salles de classe dans l'Adamaoua. La **SONARA** a, pour sa part, lancé la remise en conformité du bac C24 (environ 94,3 millions FCFA) et la fourniture de cinq bus neufs pour son personnel (près de 399,5 millions FCFA).

Grand-Nord : les chantiers routiers accusent des retards importants

Les trois chantiers du **PAT** dans l'Extrême-Nord (173 km, environ 86,3 milliards FCFA) n'affichent que 14 % à 33 % d'exécution physique, alors que 78 % à 80 % des délais contractuels sont déjà consommés. Des mises en demeure et des avenants de prolongation sont envisagés. Plus largement, plus de 600 milliards FCFA de projets routiers (environ 709 km, dont 449 km de la Nationale 1 intégrée au corridor Douala–N'Djamena) connaissent des retards. Camrail a par ailleurs reçu l'instruction d'accélérer les contrats ferroviaires du corridor.

Routes : la Nationale 5 et l'axe Edéa–Douala sous surveillance, la Banque mondiale annonce une mission de terrain

Le ministre des Travaux publics a inspecté l'axe Douala–Bekoko–pont sur le Nkam (**Nationale 5**) afin de déterminer des solutions techniques immédiates. Il a également demandé l'accélération des travaux sur la Nationale 3, où la circulation s'améliore progressivement entre Edéa et Douala. La Banque mondiale, qui suit le portefeuille de projets routiers (corridor Douala–Bangui, route Douala–Yaoundé), annonce une mission de terrain pour examiner l'avancement des travaux.

P O I N T D ' A T T E N T I O N M I R U S B R I D G E

Les retards d'exécution, les mises en demeure et les avenants de prolongation placent le suivi contractuel au centre des préoccupations. Titulaires de marchés comme maîtres d'ouvrage ont intérêt à documenter rigoureusement chaque étape de l'exécution.



03

PILIER 03 / 05 · DROIT FINANCIER

Cette rubrique suit la politique monétaire, les finances publiques, les marchés de capitaux, l'énergie et les projets financés.

POLITIQUE MONÉTAIRE & FINANCES PUBLIQUES

La BEAC maintient son taux directeur à 4,5 % et abaisse sa prévision de croissance de la CEMAC à 3 %

Réuni à Yaoundé, le Comité de politique monétaire de la BEAC a laissé inchangés le taux directeur (4,50 %) et le taux de facilité de prêt marginal (5,75 %). La prévision de croissance de la CEMAC pour 2026 est ramenée de 3,2 % à 3 %, contre 3,7 % en 2025. La banque centrale souligne la dépendance de la sous-région aux importations et la nécessité d'accélérer les investissements dans l'énergie et les transports.

Le FMI conclut son évaluation du Cameroun : croissance de 3,5 % en 2025 et risque élevé de surendettement

Le FMI relève que le déficit budgétaire est passé de 1,5 % du PIB en 2024 à 2,1 % en 2025, et que les perspectives pour 2026 sont moins favorables, notamment en raison du recul de la production d'hydrocarbures et des contraintes de transmission électrique. Il préconise un resserrement budgétaire, une meilleure mobilisation des recettes, le recours à des financements concessionnels et une gouvernance renforcée des dépenses publiques et des entreprises publiques. Le patronat (GECAM) appelle, pour sa part, à une amélioration crédible de la gouvernance.

Compte unique du Trésor : près de 1 000 milliards FCFA de dépôts publics à centraliser

Le Gouvernement entend identifier, parmi les dépôts des administrations dans les banques commerciales, les ressources transférables vers le **Compte unique du Trésor**, afin d'améliorer la visibilité de l'État sur sa trésorerie. Ce transfert pourrait toutefois réduire les dépôts bancaires et peser sur la liquidité du système financier ; c'est pourquoi une mise en œuvre progressive est envisagée.

CEMAC : 263,5 milliards FCFA d'arriérés et pression budgétaire en vue de nouveaux programmes du FMI

Les États membres cumulent environ **263,5 milliards FCFA** d'arriérés de contributions à fin 2025, ce qui pèse sur la trésorerie de la Commission et sur la préparation du budget communautaire 2027. Selon une source citée par Investir au Cameroun, de nouveaux programmes du FMI pourraient dépendre d'un déficit de référence de 1,5 % du PIB en 2027. Cette condition ne figure toutefois pas, à ce stade, dans les documents publics du Fonds.



FINANCEMENT & MARCHÉS DE CAPITAUX

Bangui Financial Days et CEMAC Bankers' Days : passer du dialogue aux financements concrets

Organisés du 1er au 3 octobre, ces rendez-vous réunissent banques, régulateurs et investisseurs autour du financement des PME, des infrastructures, de l'agriculture, des chaînes de valeur et des paiements transfrontaliers. L'objectif est de transformer les discussions en opérations concrètes. Dans le même temps, une coalition de **30 banques multilatérales de développement** a lancé une nouvelle méthode pour mesurer la mobilisation des capitaux privés.

Marchés de capitaux : la BAD veut améliorer les notations souveraines africaines, la BVMAC reste à développer

La BAD prévoit une initiative pour aider les États africains à préparer leurs évaluations par les agences de notation ; seuls 3 des 54 pays du continent disposent aujourd'hui d'une notation « investment grade ». En zone CEMAC, la BVMAC comptait six sociétés cotées fin 2025, pour une capitalisation de 477,75 milliards FCFA. Ce niveau laisse un fort potentiel de développement, comme l'ont rappelé les débats de la Diamond Capital Convention.

ÉNERGIE & PROJETS

Électricité : le Gouvernement et Citi examinent le financement du secteur

Les discussions portent sur le refinancement de la dette, les garanties, la mobilisation de ressources et le financement de nouvelles infrastructures électriques. Sans nouvelles capacités de production, le Gouvernement estime que le déficit d'électricité pourrait atteindre **130 MW en 2027, 250 MW en 2028, 400 MW en 2029 et 500 MW en 2030**. Les contraintes de transport et de distribution limitent d'ailleurs déjà l'utilisation de l'électricité produite.

Carburants : le coût d'importation du gasoil grimpe à près de 975 FCFA le litre

Le coût d'importation du gasoil est passé de 653,85 FCFA en juillet à **974,93 FCFA en octobre** (+49,1 %), alors que le prix à la pompe reste fixé à 828 FCFA. La pression sur le mécanisme de subvention s'accroît donc. Sur le gaz domestique, le ministre de l'Eau et de l'Énergie a mené des contrôles inopinés, et un objectif de 200 tonnes par jour a été fixé à la SCDP pour Yaoundé. Le Brent s'établissait autour de 101,6 dollars le baril le 4 octobre.

Dangote lance à Lamu, au Kenya, une raffinerie de 16 milliards de dollars

Aliko Dangote et le président William Ruto ont lancé la construction d'une raffinerie de **700 000 barils par jour**, prévue pour 2030 et accompagnée d'une centrale de 1 000 MW. Il s'agit du plus important investissement direct étranger jamais réalisé au Kenya. Au Nigeria, l'introduction en Bourse de la raffinerie de Lagos, d'un montant de 1,6 milliard de dollars et destinée à porter sa capacité à 1,4 million de barils par jour, suscite une forte demande des investisseurs.

POINT D'ATTENTION MIRUSBRIDGE

Le risque élevé de surendettement, la centralisation des dépôts publics et la pression sur la subvention des carburants pourraient modifier les conditions de financement et de liquidité. Les garanties et les sûretés des financements en cours méritent d'être relues à la lumière de ce contexte.



04

PILIER 04 / 05 · CONSEIL & CONFORMITÉ

Cette rubrique suit les institutions, les libertés publiques, la régulation sectorielle, la RSE, le climat et les risques.

JUSTICE, INSTITUTIONS & LIBERTÉS PUBLIQUES

Le Barreau dénonce des gardes à vue « illégales et arbitraires » de quatre journalistes à Yaoundé

La Commission des droits de l'homme du Barreau camerounais a qualifié d'illégales et d'arbitraires les arrestations et les gardes à vue de quatre journalistes dans l'affaire des lunettes du ministre de l'Économie, finalement retrouvées. Le Barreau rappelle les exigences de la présomption d'innocence ainsi que l'encadrement constitutionnel et légal des détentions. Le débat porte désormais sur la durée des gardes à vue et sur l'encadrement de l'action des services d'enquête.

Le MRC obtient le récépissé de sa convention extraordinaire du 17 octobre 2026 mais la décision est contestée

Le sous-préfet de Yaoundé IV a délivré, le 28 septembre, le récépissé prenant acte de la déclaration de réunion publique du parti pour sa convention extraordinaire du 17 octobre. La décision fait toutefois l'objet d'une contestation devant l'autorité administrative, sur fond de litige interne et de recours judiciaires. Elle illustre les enjeux liés au respect des procédures légales dans l'exercice des libertés publiques.

Décès de Clément Atangana : le rôle du Conseil constitutionnel de nouveau en débat

La disparition de Clément Atangana, premier président du Conseil constitutionnel camerounais, ravive les discussions sur le rôle de l'institution dans le système politique et électoral. Plusieurs analyses publiées après son décès interrogent son héritage, notamment dans la proclamation des résultats électoraux. Elles mettent en débat l'équilibre entre autorité constitutionnelle, indépendance institutionnelle et confiance publique.

RÉGULATION SECTORIELLE

Médias : le CNC suspend la chaîne Vision 4 pour un mois

À l'issue de sa 48e session extraordinaire, le Conseil national de la communication a suspendu la chaîne privée pour un mois. Il lui reproche des manquements liés à une précédente sanction, un reportage jugé contraire à la déontologie et des propos mettant en cause l'autorité du régulateur. La suspension du journaliste Thaddée Martial Owona est portée à six mois.

Lutte contre la surcharge routière : le contrôle du pesage se renforce

Le Comité interministériel de suivi des opérations de pesage a renforcé les mesures contre la surcharge des véhicules, facteur majeur de dégradation accélérée du réseau routier. Les autorités souhaitent moderniser les stations de pesage et renforcer l'application de la réglementation.



RSE, ESG & CLIMAT

RSE et droits humains : Dakar place la diligence raisonnable au cœur de l'investissement responsable

Le cinquième African Business and Human Rights Forum (29 septembre – 1^{er} octobre 2026) a mis l'accent sur la conduite responsable des entreprises, le droit à un environnement sain, la diligence raisonnable en matière de droits humains et la responsabilité des entreprises. Les critères ESG se rapprochent ainsi des enjeux de financement, d'investissement et de responsabilité juridique en Afrique.

Inondations et glissements de terrain : l'ONACC alerte, Greenpeace appelle à l'adaptation

Le bulletin de l'ONACC pour la période du 1^{er} au 10 octobre signale des risques d'inondations, de glissements de terrain, d'orages et de foudre, notamment dans l'Ouest, le Littoral et d'autres régions. Après les épisodes récents à Douala et à Limbé, Greenpeace Africa demande de passer de la gestion d'urgence à des investissements durables dans la prévention, les infrastructures de protection et l'adaptation des communautés.

Nord et Extrême-Nord : un projet de gestion intégrée des paysages validé

Financé par le Fonds pour l'environnement mondial et élaboré avec la FAO, ce projet vise à lutter contre la dégradation des terres, la perte de biodiversité, les sécheresses et les inondations. Il prévoit la restauration de 8 448 hectares de terres et de paysages dégradés, dans des régions fortement dépendantes de l'agriculture et de l'élevage.

RISQUES SÉCURITAIRES & COOPÉRATION INTERNATIONALE

À l'ONU, le Cameroun réaffirme son engagement pour la paix et la lutte contre le terrorisme

À la tribune de la 81^e Assemblée générale, le Cameroun a confirmé sa participation aux opérations de maintien de la paix et sa contribution à la formation des personnels africains concernés. Il a réaffirmé sa coopération avec les États de la Commission du bassin du lac Tchad, dans une approche qui combine sécurité, coopération régionale et réintégration des personnes renonçant à la violence.

Sécurité maritime : le Cameroun renforce ses coopérations avec l'Égypte et les États-Unis

Des travaux camerouno-égyptiens, tenus à Douala et à Kribi, ont porté sur la surveillance maritime, le partage de renseignements, la lutte contre les activités illicites et la maîtrise des migrations irrégulières. Une mission d'expertise américaine a, de son côté, étudié les infrastructures des bases navales de Douala et de Limbé afin d'en améliorer les capacités d'accueil et de déploiement.

Corne de l'Afrique : la crise entre l'Éthiopie et l'Érythrée fait craindre une extension régionale

L'Éthiopie a fermé son ambassade à Asmara et expulsé dix diplomates érythréens, accusant l'Érythrée de soutenir les forces tigréennes ; Asmara a rompu ses relations diplomatiques. Les forces fédérales ont repris l'aéroport de Mekelle le 3 octobre, mais le risque de contagion régionale demeure, avec des enjeux touchant la mer Rouge, le Soudan, l'Égypte et les États du Golfe. L'Union africaine appelle à la retenue.



L'Union africaine appelle à une coopération transfrontalière accrue contre le terrorisme

Le Conseil de paix et de sécurité recommande l'échange sécurisé de renseignements, les évaluations conjointes des menaces, la surveillance coordonnée des frontières et, si nécessaire, des opérations conjointes. Il relève l'extension des menaces vers les zones côtières et frontalières du **golfe de Guinée**. La Task Force conjointe ONU-UA a, de son côté, examiné la situation dans l'est de la RDC, dans la Corne de l'Afrique, au Soudan du Sud et au Soudan.

POINT D'ATTENTION MIRUSBRIDGE

La régulation des médias, le respect des libertés publiques, la diligence raisonnable et les risques climatiques ou sécuritaires influencent directement les dispositifs de conformité. Il est utile de les intégrer à la cartographie des risques de l'entreprise.



05

PILIER 05 / 05 · DROIT DU NUMÉRIQUE

Cette rubrique suit la régulation numérique, l'intelligence artificielle, la cybersécurité, les données et l'innovation.

Douala accueille un atelier régional de l'UIT sur la régulation des technologies transformatrices

Du 29 septembre au 2 octobre, des régulateurs et des acteurs de 17 pays se sont réunis à Douala autour de la régulation collaborative, de l'intelligence artificielle, des sandboxes réglementaires, de la gouvernance des données et de la cybersécurité. L'objectif est d'adapter les cadres réglementaires africains au rythme des innovations numériques.

Cybersécurité : l'ANTIC chiffre l'ampleur de la menace au Cameroun

Lors d'un forum national à Yaoundé, l'ANTIC a fait état de 7 500 plaintes en 2025, de 5,8 milliards FCFA de préjudices déclarés, de 21 280 machines compromises et de 39 attaques contre des sites d'administrations publiques. La coopération internationale apparaît comme un axe majeur de la riposte nationale.

Gouvernance de l'IA : les pays en développement réclament une place à la table

À l'ONU, plusieurs pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine ont demandé à participer davantage à l'élaboration des règles mondiales sur l'IA, par crainte d'un creusement des inégalités. En Afrique, le débat porte sur la capacité des 55 États membres de l'Union africaine à adopter des positions communes sur la gouvernance, les données et les compétences. Aux États-Unis, l'approche reste largement fondée sur des engagements volontaires de sécurité.

Propriété intellectuelle : une cour d'appel américaine confirme la victoire de Thomson Reuters contre Ross Intelligence

Cette décision, relative à l'utilisation d'œuvres protégées pour entraîner un système d'IA, constitue un **précédent important** pour l'industrie. De nombreuses entreprises technologiques font en effet face à des contestations portant sur les contenus utilisés pour entraîner leurs modèles.

L'intelligence artificielle dans la justice : l'UNESCO appelle à des garanties d'inclusion

Lors du Forum mondial de l'UNESCO sur l'éthique de l'IA à Riyad, les participants ont étudié la manière dont l'IA peut faciliter l'accès à la justice, tout en alertant sur le risque d'exclusion des populations disposant d'un accès limité à Internet. Pour les juridictions africaines, la numérisation de la justice suppose des garanties en matière de données, de transparence, d'égalité d'accès et de protection des personnes vulnérables.



Innovation au Cameroun : appui aux inventeurs et inclusion numérique des jeunes femmes

Un atelier a renforcé les capacités des responsables des Centres d'appui à la technologie et à l'innovation (CATI), appelés à rapprocher l'information scientifique et technologique des chercheurs, des startups et des PME. Par ailleurs, IHS Cameroon et Orange Cameroun ont lancé DIGIT4HER, un programme destiné à former plus de 200 jeunes femmes aux compétences numériques, financières et entrepreneuriales à Buea, à Dschang et à Ngaoundéré.

Tourisme : l'IA et le numérique au service de la destination Cameroun

À l'occasion de la Journée mondiale du tourisme, le ministère du Tourisme et des Loisirs a présenté le numérique et l'IA comme des leviers d'attractivité. Un concours national a distingué Smart Mboa, une application qui facilite la géolocalisation et la découverte des sites touristiques camerounais. Elle doit désormais passer du prototype à un produit adapté aux réalités locales.

POINT D'ATTENTION MIRUSBRIDGE

La régulation collaborative, les sandboxes réglementaires, la cybercriminalité et les contentieux sur les données d'entraînement de l'IA placent la conformité numérique au cœur des priorités. Entreprises et startups ont intérêt à anticiper ces évolutions dans leurs contrats et dans leur gouvernance des données.



06

AU-DELÀ DES CINQ PILIERS

Tour d'horizon

Ces signaux complètent la lecture des cinq piliers : ils concernent la santé, l'emploi, l'agriculture et la culture.

SANTÉ**L'OMS et l'UCAC intègrent la formation aux soins d'urgence dans les cursus de santé**

Un accord signé à Yaoundé, avec l'appui de la KOICA, vise à inscrire durablement les modules **Basic Emergency Care** et **Community First Action Responder** dans les formations de médecine et de soins infirmiers de l'UCAC. L'initiative répond au déficit de personnel qualifié.

SANTÉ**Cameroun-OMS : une stratégie de coopération 2025-2029 et le renforcement de la sécurité sanitaire**

Le ministère de la Santé publique a présenté la stratégie de coopération pays OMS-Cameroun pour 2025-2029. Il a également reçu la Banque mondiale dans le cadre du **Health Security Programme**, qui vise à consolider les capacités de prévention, de détection et de gestion des menaces sanitaires.

SANTÉ**Drépanocytose : vers un dépistage précoce plus accessible chez l'enfant**

Le ministère de la Santé travaille à la validation d'outils de formation pour l'utilisation des tests de diagnostic rapide de la drépanocytose, notamment dans les structures disposant de moyens diagnostiques limités.

EMPLOI**Les compétences numériques et entrepreneuriales deviennent déterminantes**

Le recrutement de 20 enquêteurs pour une étude sanitaire nationale (du 5 au 30 octobre) exige la maîtrise de KoboCollect ou d'ODKCollect. Par ailleurs, le programme **AIM** de BRAC, soutenu par la Mastercard Foundation, vise 2 millions d'adolescentes et de jeunes femmes dans sept pays africains.

AGRICULTURE**Les prix alimentaires mondiaux atteignent leur plus haut niveau depuis près de quatre ans**

L'indice FAO des prix alimentaires s'est établi à **136 points en septembre**, contre 134 en août, sous l'effet de perturbations logistiques, de conditions météorologiques défavorables et de tensions commerciales liées notamment à la mer Noire. Les prix du sucre ont progressé de 6,1 % et ceux des céréales de 5,1 %.



CULTURE

Industries culturelles : la jeunesse et les plateformes locales à l'honneur

Le **Creatives4Peace Youth Forum** (Yaoundé, 29-30 septembre) a réuni de jeunes créateurs africains autour de la structuration économique de la création artistique. Par ailleurs, le rappeur Doby a franchi le cap des 6 000 ventes avec son EP « Harmattan » sur la plateforme camerounaise Colorfol.



**MIRUS
BRIDGE**
LegalAdvisory

P R E M I È R E C O N S U L T A T I O N

Chaque situation mérite une analyse sur mesure.

Chers lecteurs, nous vous remercions de votre confiance et de l'intérêt que vous portez à cette
veille. N'hésitez pas à la partager autour de vous, afin que davantage de dirigeants,
d'investisseurs, d'entrepreneurs et de porteurs de projets puissent bénéficier de ces
informations stratégiques.

Échangeons sur vos besoins spécifiques lors d'une première consultation confidentielle.

C O U R R I E L

contacts@mirusbridgelegaladvisory.cm

T É L É P H O N E

+237 695 38 32 02

B U R E A U

Douala, Cameroun

« L'alliance du droit et de la stratégie. »

R I G U E U R · É T H I Q U E · C O N F I A N C E